

**Politique étrangère - Syrie - Libye -
Sahel - Lutte contre le terrorisme -
Union européenne - Brexit - Climat
- Attractivité - Discours de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
lors de la «leçon inaugurale» à
Sciences Po**

(Paris, 06 septembre 2017)

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Doyen,

Mesdames et Messieurs les Professeurs,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis

Merci, Monsieur le Directeur, pour vos mots aimables d'introduction. Je suis honoré de prononcer pour la première fois la leçon inaugurale de la Paris School of International Affairs. Elle marque symboliquement, je le sais, votre rentrée, quelques jours seulement après celle des ambassadeurs, il y a quelques jours ; j'y vois une heureuse concordance des temps !

Je suis déjà intervenu ici plusieurs fois, comme ministre de la défense, et je me réjouis d'être à nouveau présent parmi vous, avec de nouvelles responsabilités ministérielles. Vous êtes ici pour entendre une leçon inaugurale ; pourtant, au risque de vous décevoir, je ne vous ferai pas un cours de relations internationales, vous en aurez suffisamment cette année, assurés par vos excellents professeurs, et puis, quelques jours à peine après votre rentrée, je ne veux pas vous accabler... Je souhaite plus simplement vous exposer, au regard de la situation internationale, les priorités de notre action diplomatique et ma méthode d'action pour mener à bien la mission que m'a confiée le président de la République.

La France a connu ces derniers mois un changement politique qui a étonné le monde, transformé son image et renouvelé les attentes à son égard. Dans un contexte international marqué par une grande instabilité et des ruptures, la France a - c'était un peu inattendu - fait le choix de l'avenir, de l'ouverture et de la confiance.

Notre histoire diplomatique est marquée par une ambition : pratiquer une diplomatie à l'échelle du monde, une politique étrangère universaliste. C'est d'abord un héritage historique. C'est surtout une nécessité conforme à la réalité géographique de nos intérêts, qui ne se limitent pas à notre territoire métropolitain, ni même à un seul continent. Il suffit de rappeler que la France possède le deuxième espace marin mondial pour le comprendre. C'est enfin une exigence, conforme à notre vocation et à ce que le monde attend de la France. Alors que notre pays, et d'ailleurs aussi l'Europe, vivent aujourd'hui un moment de refondation, que devons-nous, que pouvons-nous faire de ce goût pour l'universalité ?

Ma conviction, c'est que cette ambition garde aujourd'hui toute sa pertinence ; elle répond en effet à une double nécessité : la nécessité de la défense de nos intérêts à l'ère de la mondialisation d'une part ; d'autre part, l'exigence d'oeuvrer aux conditions d'un ordre international stable et régulé, profitable à tous.

C'est en maintenant cette ambition, en l'adaptant aux transformations du monde, que la France pourra à la fois être pleinement elle-même et jouer un rôle conforme à sa vocation sur la scène internationale, dans un contexte marqué par deux ruptures fondamentales qui retiennent mon attention et que je veux brièvement exposer.

*

Il y a d'abord la multiplication des crises affectant notre sécurité et leur inscription dans la durée, en Syrie, en Libye, au Sahel, ou en Ukraine. Ces crises ont lieu à nos portes, dans notre voisinage immédiat. Ce qu'il s'y produit exerce sur nous des effets très directs ; nous le mesurons avec le développement de la menace terroriste, ou face à la crise migratoire qui affecte l'Europe depuis près de cinq ans, ou lorsque l'architecture de sécurité européenne semble vaciller, ou encore face aux provocations nucléaires de la Corée du Nord, qui mettent en cause la sécurité internationale et la paix.

Aucune de ces crises ne peut nous laisser indifférents, s'agissant de nos intérêts et de nos responsabilités internationales. C'est ce qui justifie l'universalité de notre réseau diplomatique. Par leur action sur le terrain, par leurs analyses, par leur correspondance diplomatique, les diplomates français sont à l'avant-poste de la fonction stratégique de connaissance et d'anticipation dont dépend la défense de nos intérêts. Notre réseau diplomatique, c'est la vigie de notre pays et ils en sont les gardiens, partout à travers le monde. Cette mission exige un engagement constant de nos diplomates, parfois au risque de leur sécurité.

En deuxième lieu, la manière dont on envisageait la mondialisation, il y a encore une décennie, est aujourd'hui remise en question. Après la crise financière de 2008, ce sont désormais les bénéfices de l'ouverture commerciale qui sont critiqués par de nombreux citoyens tandis que le «doux commerce», si cher à Montesquieu, facteur d'ouverture, de paix et d'un rapport harmonieux entre les États, ne donne plus les effets dont beaucoup rêvaient.

La réalité, c'est que nous vivons un moment de repolitisation de l'économie, dans un contexte marqué en outre par le rôle croissant des capacités numériques, et les problèmes que pose leur régulation en termes de souveraineté ou de protection des libertés.

Ces deux ruptures accompagnent et expliquent en même temps un retour des logiques de puissance, et une recomposition en profondeur des rapports de force internationaux.

L'intégration économique ne réduit pas nécessairement la possibilité de conflits, pas plus que l'interdépendance n'implique mécaniquement le règne universel des valeurs démocratiques et libérales. Et il ne s'agit pas uniquement, en vérité, d'une «désoccidentalisation du monde» : cette explication, qui a une certaine portée, est trop facile. À contre-courant de toute l'évolution géopolitique de l'après-guerre froide, des stratégies hégémoniques et conflictuelles se déploient désormais sur les territoires, mais aussi dans de nouveaux espaces disputés, au cœur de la mondialisation, qu'il s'agisse des espaces marins, extra-atmosphériques ou cyber.

Vous assistez, nous assistons au retour des politiques de domination et des postures d'intimidation, à l'obsession de certains de bâtir des zones d'influence où l'on se partagerait la planète entre Grands ; avec un affaiblissement corrélatif des organes multilatéraux de régulation de l'ordre international.

Voilà une contradiction massive qui rend notre époque difficilement lisible : les échanges et les flux n'ont jamais été aussi gigantesques, transfrontaliers, planétaires ; et notre époque renoue pourtant avec la dimension géopolitique de la puissance couplée à des politiques d'influence géographiques ambitieuses. Je sais qu'il est devenu habituel de caractériser cette dimension de la politique internationale en termes de soft power. Pour ma part, je crois qu'une lecture réaliste commande aujourd'hui de discerner la nature hégémonique de certains projets d'influence.

Ces différents éléments dessinent un monde en voie de reconfiguration. Rapporté à ces deux critères classiques d'évaluation de la situation internationale que sont la répartition de la puissance et le degré de coopération internationale, nous vivons une époque charnière, une époque de ruptures. Elle se caractérise, d'une part, par la dispersion de la puissance et sa diffusion auprès de nouveaux acteurs, étatiques et non-étatiques, qu'ils soient constructifs comme les différentes organisations issues de la société civile, mais aussi destructeurs comme les organisations terroristes et criminelles transnationales. Et d'autre part, c'est le deuxième facteur, la coopération est devenue moins évidente, avec la remise en cause croissante des règles du jeu multilatéral.

*

Je suis un réaliste, et c'est par réalisme que je prends acte de la complexité et de la déstabilisation de la situation internationale. C'est une exigence de lucidité, ce n'est pas un fatalisme. C'est une lecture réaliste des rapports de force internationaux qui doit nous rendre capable de ne pas simplement accompagner cette nouvelle donne mais bien d'agir sur elle, conformément à nos intérêts et nos valeurs. De ce constat, je déduis différents impératifs.

Premièrement, face à des puissances qui affirment plus nettement leurs intérêts, la France doit être en mesure de faire de même, comme l'affirmait Raymond Aron dans Paix et Guerre entre

les Nations, je le cite : «L'homme d'État ne doit pas oublier qu'un ordre international ne se maintient qu'à la condition d'être soutenu par des forces capables d'équilibrer les forces des États insatisfaits ou révolutionnaires. S'il néglige de calculer les forces, il manque aux obligations de sa charge, donc à la moralité de son métier et de sa vocation. Il commet une faute en même temps qu'une erreur, puisqu'il compromet la sécurité des personnes et des valeurs dont le destin lui est confié». Cette maxime de l'action politique, de la responsabilité qui incombe au décideur, est tout à fait d'actualité.

Cela exige d'abord de définir nos intérêts, de les hiérarchiser ensuite, puis d'y associer des moyens, enfin d'être animé par une véritable vision stratégique, au sens propre du terme. Mon ministère a une vision claire de ce que sont nos intérêts stratégiques. Il joue de ce point de vue un rôle nodal. La politique étrangère s'inscrit d'ailleurs plus que jamais dans un cadre interministériel et les diplomates sont de plus en plus appelés à être les assembleurs de stratégies complexes qui nécessitent un grand nombre d'acteurs étatiques et non étatiques pour traiter d'enjeux où différents secteurs de la vie politique, sociale et économique sont associés. À cet égard, la diplomatie se trouve par essence au centre de l'animation interministérielle de l'appareil d'État.

Mais cela exige également pour notre pays et notre politique étrangère d'avoir des marges de manoeuvre et d'être crédibles. C'est tout l'enjeu des réformes intérieures ; elles sont aussi la condition de notre réussite à l'international, par exemple pour la conquête de nouveaux marchés par nos entreprises ou l'attractivité de la France pour les investisseurs, deux dossiers dont j'ai la responsabilité.

Deuxièmement, ce monde moins régulé ne doit pas nous faire peur ou nous pousser au repli. La France tient une place importante parmi les Nations. Contrairement à ce qu'un certain pessimisme se plaît à répéter, notre pays n'est pas en déclin. On a coutume de dire de la France qu'elle est une puissance moyenne, et disant cela, on le fait parfois avec une pointe d'autodénigrement dans la voix, par manque de fierté.

À cela, je réponds que, tout d'abord, la France a des atouts solides pour maintenir son rang : une défense forte - j'en parle d'expérience -, une base technologique solide, une présence et un rayonnement culturel de niveau mondial, une image positive et, bientôt, je l'espère, grâce aux réformes voulues par le Président et mises en oeuvre par le gouvernement, une économie plus dynamique : j'entends y contribuer directement en étant à la tête de la diplomatie économique de ce pays. Nous avons des leviers de puissance à l'international bien supérieurs à ce que la seule prise en compte des critères matériels de la puissance indiquent.

Si je me risquais à l'exercice - il n'est pas absolument scientifique c'est vrai, mais je m'y lance - qui consiste à placer la France sur l'échelle des puissances, on peut dire sans trop se tromper que notre pays se situe autour de la cinquième place. Or ce rang était à peu près le même en 1990, au moment où l'empire soviétique existait encore mais avant l'émergence de la Chine ; il l'était également en 1950, date à laquelle le Royaume-Uni nous dépassait de loin.

On peut donc dire, avec modestie et fierté, que la France est une grande puissance, à défaut d'être une très grande puissance, qualificatif qui ne semble pouvoir désigner, en réalité, dans le monde d'aujourd'hui, que les États-Unis et la Chine.

Ensuite, ce statut médian nous confère aussi des avantages par comparaison avec les super États : la souplesse, l'agilité, la créativité, la vitesse dans l'exécution et dans l'action. Dans un monde en mouvement incessant, où les rapports de puissance sont incertains, c'est justement notre force, celle de pouvoir être une puissance agile. Pour notre pays, le défi est de défendre ses intérêts sur les plans diplomatique, militaire, économique et scientifique, tout en refusant toute logique de partage du monde en zones d'influence hégémonique. Autrement dit, nous devons continuer de faire entendre la voix de la France, d'une façon à la fois porteuse d'universalité et conforme à nos intérêts, dans le sens d'un ordre international régulé et bénéficiant à tous.

Pour autant, c'est ma troisième ligne directrice, nous ne devons pas nous contenter de régler notre action sur le monde tel qu'il est. Notre rôle est de promouvoir l'action collective et les normes internationales : la promotion de normes est plus indispensable que jamais face aux défis globaux, c'est-à-dire mondiaux et multidimensionnels, qu'il nous faut relever, qu'il s'agisse de notre sécurité, du climat, des échanges, des migrations, de l'Internet et de l'éducation, pour ne citer que ces enjeux. Les incertitudes et les ruptures à l'oeuvre dans le monde rendent cette exigence sans doute plus difficile que par le passé ; elle n'en reste pas moins indispensable.

Vous le voyez, je ne confonds pas le réalisme et le cynisme : le monde peut être changé et la France peut être et doit être, car c'est sa vocation, une force d'initiative et de progrès : progrès des droits, progrès de la coopération, progrès de la paix. Conjuguer l'universalité de nos intérêts et l'universalisme des normes que nous portons, c'est ce qui définit notre projet.

*

J'en viens à présent à la priorité de notre politique étrangère : la résolution des crises qui touchent nos intérêts et qui compromettent la sécurité internationale. Il s'agit d'abord du combat que la France mène avec ses partenaires contre la menace terroriste. Notre stratégie de contre-terrorisme intègre une dimension militaire, car il faut aller chercher les agresseurs jusque dans leur repaire et parce qu'il faut les empêcher de prendre le contrôle de territoires entiers - comme on l'a vu au Sahel avec la tentative de main basse sur le Mali, ou au Levant avec le pseudo califat de Daech en 2014. Mais il faut un cadrage et une finalité politique et économique pour s'attaquer aux racines des crises dans ces pays.

La Syrie est la crise qui menace le plus directement la sécurité des Français et même, on le voit avec la crise migratoire, la stabilité de l'Europe. Elle concentre à elle seule bon nombre des facteurs d'instabilité que j'ai rappelé en commençant. Après la révolte contre Assad et la répression féroce qui s'est ensuivie, elle est devenue, avec la complicité du régime, un des foyers du terrorisme islamiste qui y a trouvé une emprise territoriale et une base-arrière d'où lancer des attaques contre nous, contre d'autres, et diffuser sa propagande mortifère.

Dans ce pays, la lutte contre Daech progresse positivement et il nous faut déjà commencer à penser à l'après-Daech. La progression des forces qui luttent contre Daech est très significative. Il convient donc maintenant de se préparer à la suite. Jusqu'à présent - et encore

aujourd'hui - il y avait deux conflits en Syrie : d'abord, la guerre contre Daech, où un certain nombre d'acteurs luttent contre cette emprise terroriste ; et, en même temps, une guerre civile, ce qui rend la situation complexe. Il nous faut maintenant préparer les voies de sortie de ce conflit. Sans doute cela se passera-t-il en partie au moment de l'Assemblée générale des Nations unies, par le biais d'un groupe de contact de tous les États qui d'une manière ou d'une autre ont un rôle à jouer pour la sortie de crise - un groupe de contact international que le président de la République a souhaité monter et m'a chargé d'essayer de mettre en oeuvre. L'enjeu est de faire en sorte de trouver des voies pragmatiques et efficaces pour remédier aux souffrances du peuple syrien.

C'est notre mission, celle du ministre des affaires étrangères de la France, avec d'autres, pour engager cette sortie de crise, dans le respect des quatre principes définis par le président de la République : d'abord, la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme ; ensuite la prohibition absolue de l'emploi d'armes chimiques ; la nécessité d'un accès humanitaire afin de remédier aux souffrances du peuple syrien ; enfin, la nécessité d'un processus politique qui prenne en compte la réalité de la société civile syrienne, qui intègre le sort de chacune des différentes communautés et débouche sur une nouvelle Constitution.

Je tiens à être particulièrement clair s'agissant des armes chimiques. Le régime a fait fi, à la face du monde et avec des complicités, d'un «tabou» majeur hérité du XXe siècle. Il a fait un usage révoltant des armes chimiques pour terroriser sa propre population civile et pour obtenir des gains militaires. Les auteurs d'attaques chimiques auront à répondre de leurs actes devant la justice. Sur ce sujet, la France veillera à ce qu'il n'y ait jamais d'impunité. Il en va de l'avenir de l'ensemble de notre système de sécurité collective : on ne doit pas pouvoir en violer les normes les plus fondamentales sans en subir un jour les conséquences. Sur la base de ce principe, la France proposera prochainement des initiatives à ses partenaires.

Je me suis aussi rendu il y a dix jours en Irak. J'ai mesuré l'ampleur des victoires obtenues contre Daech, avec notre soutien, reconnu à Bagdad comme à Erbil. Au Levant, il nous faut d'ores et déjà nous projeter vers l'après-Daech et poser les jalons de solutions politiques qui permettront le retour à une paix durable. C'est la marque de notre diplomatie : être une force de proposition, avec des actions concrètes, et une puissance médiatrice capable de susciter un entraînement politique par ses initiatives.

En Libye, la France s'engage pour aider ce pays à retrouver un État, à retrouver l'unité et la stabilité. C'est tout à fait essentiel pour notre propre sécurité. La Libye est en effet devenu un espace de trafics majeur : trafics d'armes, de drogues, trafics d'êtres humains, menés par des mafias organisant par ailleurs les tentatives de passages, vers l'Europe, dans des conditions effroyables qui sont un scandale pour la conscience européenne et mondiale ! Ce sont les recettes de ces trafics qui, très souvent, alimentent le terrorisme, et comme la voie des Balkans est maintenant fermée, tout le monde s'engouffre dans cet espace non-organisé.

J'étais avant-hier en Libye, dans différentes villes, pour tenter de trouver des accords. Je pense que nous sommes sur la bonne voie, mais maintenant, avec une sérénité retrouvée, la maîtrise de l'agenda revient à un ancien professeur de Sciences Po, M. Ghassan Salamé, envoyé spécial de l'ONU. Il a été chargé de trouver des voies de conciliation dans cette situation difficile, pour parvenir à l'organisation en 2018 des élections qui marqueront le début d'une restauration effective de l'État en Libye.

Là encore, sécurité, conciliation politique et développement sont étroitement liés.

Le Sahel est un autre exemple, peut-être le plus emblématique de notre stratégie, c'est une situation dans laquelle la France s'est beaucoup investie, et qui, d'une certaine manière, pourrait être considérée comme un cas d'école, avec toutes les vertus normalement reconnues pour un dispositif de règlement d'une crise majeure.

En 2013, les djihadistes se dirigeaient vers la capitale du Mali, Bamako, pour en faire une sorte d'État terroriste qu'ils contrôlèrent. Les autorités ont appelé la France au secours, pour assistance à pays en danger. Nous sommes intervenus, à la demande de ce pays et avec l'accord des Nations unies, pour éviter ce déferlement terroriste. Imaginez ce que cela aurait été s'il n'y avait pas eu cette intervention. Cette intervention a permis d'engager ensuite un processus de stabilisation. Nous avons alors, dans notre action, décliné les normes respectueuses du droit international : une mission des Nations unies s'est installée pour garantir la paix ; un processus électoral a été mis en œuvre ; des élections ont eu lieu, et, étant donné la fragilité de l'armée malienne, l'Union européenne a décidé d'intervenir pour aider à reconstituer les forces maliennes. Face à cette situation, les groupes terroristes ont modifié leur dispositif sur les quatre pays voisins du Mali. Nous avons donc décidé de faire en sorte qu'il y ait un soutien aux armées de ces pays pour faire face aux restes du terrorisme. Cette démarche, c'est le G5-Sahel, initiée par les chefs d'État de ces cinq pays, appuyés par la France et l'Union européenne - et en particulier l'Allemagne. Dans le même temps, nous avons mis en œuvre une politique de développement économique des zones concernées ; c'est l'ambition aujourd'hui de «l'Alliance pour le Sahel». Voilà notre manière de sortir de la crise.

De façon générale, les attentes à l'égard de notre pays comme partenaire du développement sont en effet importantes. La voix de la France est attendue dans ce domaine. Et c'est la raison pour laquelle le président de la République a décidé, conformément à ses engagements de campagne, de faire porter les moyens de notre aide publique au développement à 0,55% de la richesse nationale : on va passer d'ici 2022 de 7-8 milliards d'euros par an à 14-15 milliards d'euros. Notre universalisme, et l'exigence de solidarité qui s'en déduit, s'agissant de développement donc de santé, d'éducation notamment, seraient vides de sens sans les moyens nécessaires à notre action.

La priorité que nous accordons à la solution des crises dans notre environnement proche correspond bien sûr à la nécessité absolue de garantir notre sécurité. Dans le même esprit, la France continuera à rechercher les voies et les moyens d'une coopération constructive avec la Russie, dans le cadre d'un dialogue ouvert et exigeant, en vue d'assurer la stabilité en Europe et d'abord en Ukraine, par l'application des accords de Minsk.

*

Face à ces crises, notre agilité sur la scène internationale découle par définition de notre capacité à agir librement, à conserver les éléments de notre autonomie stratégique. C'est ce qui fait de l'indépendance une priorité de notre politique étrangère.

Mais ne confondons pas l'indépendance et l'isolement. L'indépendance, c'est la garantie que nous pourrons toujours prendre des initiatives, produire par notre action et notre puissance un effet d'entraînement politique et affirmer s'il le faut notre leadership. L'ambition de la France est d'être une puissance de dialogue et de rassemblement.

Et d'abord avec l'Europe, parce qu'elle est le cadre primordial, vital même, dans lequel nos valeurs et nos intérêts s'épanouissent. Je tiens à saluer Enrico Letta, grand Européen, et avec qui je partage de nombreuses convictions.

L'élection présidentielle a rendu à notre pays son ambition européenne ; Emmanuel Macron a obtenu des Français un mandat clair pour relancer le projet européen. En la matière, c'est aussi la lucidité qui m'anime : l'Union est en effet trop souvent perçue comme lointaine et technocratique ; une distance s'est installée entre les institutions et les citoyens européens.

Le président de la République a annoncé qu'il ferait prochainement des propositions pour refonder et redonner de l'élan à la construction européenne ; il s'agit de permettre que notre continent demeure cet espace unique dans l'Histoire, un espace de prospérité, de liberté et de solidarité. Ces propositions viseront notamment à renforcer l'Union économique et monétaire, à assurer la convergence de nos politiques sociales et fiscales ou encore à approfondir l'Europe de la défense. En somme, aller de l'avant sur tous les sujets utiles pour nos concitoyens.

Les attentes à l'égard de l'Union européenne sont fortes, mais elles vont davantage dans le sens d'une Europe qui protège que d'une Europe qui réglemente ou qui libéralise. La relance de l'Europe reposera également sur la qualité de nos relations bilatérales, et d'abord avec l'Allemagne, en confortant notre rôle commun de moteur politique. Le dialogue a déjà été relancé, avec énergie et ambition, lors notamment d'un premier Conseil des ministres franco-allemand qui s'est réuni à Paris le 13 juillet.

Le travail franco-allemand est indispensable. Mais pour faire porter notre voix en Europe, il n'est pas suffisant. Il faudra préserver d'autres solidarités qui existent, avec l'Europe méditerranéenne, avec les membres fondateurs, sans compter nos liens bilatéraux forts.

Pour construire l'Europe que nous voulons, nous devons trouver des solutions, tout en restant fermes sur nos principes. L'appartenance à l'Union ne donne pas uniquement des droits, mais aussi des devoirs.

Cette question de l'équilibre entre les droits et les devoirs est également au coeur d'un sujet qui va nous mobiliser les deux prochaines années, je veux parler du Brexit, avec une exigence : préserver l'unité européenne face à ce pays que nous respectons et qui demeurera néanmoins un allié majeur de la France, en particulier en termes de défense et de sécurité.

C'est cette Europe renforcée qui sera à même de porter son message universaliste dans le monde. L'Europe prend tout son sens, non pas repliée sur elle-même mais ouverte et dans son rôle d'amplificateur de principes universels ; mais pour faire entendre sa voix, l'Europe doit,

elle aussi, intégrer une culture du rapport de forces qui lui a trop souvent fait défaut dans le passé.

C'est uniquement au niveau européen que notre pays pourra relever les défis globaux auxquels nous faisons face. Une Europe unie nous rendra plus forts, l'Union agira comme un véritable démultiplicateur d'influence politique et économique. Mais cela, nous ne pourrons le faire sans écouter les Européens eux-mêmes et prendre les initiatives pour assurer cette lisibilité et cette transparence. C'est tout l'enjeu des conventions démocratiques dont le Président de la République a souhaité l'organisation partout sur le continent.

Pour autant, l'horizon de nos intérêts et de nos amitiés n'est pas limité à l'Europe. Une diplomatie agile a besoin d'appuis partout dans le monde. À cet égard, la relation avec les États-Unis revêt une importance spécifique. Ancrée dans l'Histoire, elle se perpétue aujourd'hui, au Sahel ou au Levant, en Europe comme en Asie, mais aussi par la place qu'occupent les États-Unis dans la sécurité du continent européen. Malgré les désaccords du moment, et ils existent, nous devons affirmer l'importance de ce lien, et la proximité de nos valeurs avec celles des États-Unis. C'est ce que disait le général de Gaulle devant le Congrès des États-Unis, le 25 avril 1960 : «Mais, ce qui a conduit et maintient la France à vos côtés, c'est, avant tout, son âme millénaire, sa tradition qui fait d'elle un champion de la liberté, son idéal qui a pour nom les droits de l'Homme, sa conviction qu'en fin de compte l'ordre du monde exige la démocratie dans le domaine national et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur le plan international. Or, c'est cela même qui est, également, la lumière, l'inspiration, l'esprit, du peuple américain».

Au-delà du cercle des Alliés, la France a une vocation mondiale. Elle peut travailler avec ceux que l'histoire a rapprochés de nous, ceux dont les intérêts convergent avec les nôtres ou ceux qui sont prêts à se mobiliser en soutien de causes qui nous sont chères. Nous pouvons oeuvrer avec la Chine sur les enjeux du climat, nous pouvons travailler avec l'Inde sur des sujets aussi variés que la sécurité maritime ou l'Alliance solaire internationale ; avec les pays d'Amérique Latine, nous pouvons agir pour faire progresser les droits de l'Homme. La France a partout des amis. C'est un atout stratégique majeur.

*

Une France capable de mobiliser les Européens autour d'un projet ambitieux, une France capable de structurer le débat international, voilà ce qui définit l'universalisme de notre politique étrangère. C'est justement ce qui nous place dans une situation propice pour remédier à la crise que traversent aujourd'hui les institutions de la gouvernance mondiale, sans nous interdire de faire preuve d'innovation multilatérale lorsque cela est nécessaire.

Les crises de la dernière décennie - financières, économiques, humanitaires, sécuritaires, sanitaires, environnementales - ont prouvé de manière flagrante que les sorts des États étaient liés, et que la réponse aux défis internationaux passait par davantage de coopération. Pourtant, nous subissons aujourd'hui une fragilisation, mais aussi une diversification des systèmes multilatéraux. Et le multilatéralisme lui-même est souvent attaqué et contesté par les plus grands, et par les opinions publiques elles-mêmes.

Dans ce contexte, notre responsabilité et notre intérêt sont de défendre les cadres d'action et les règles de droit édictés collectivement, en nous engageant pour le renforcement du système onusien, tout en étant capable d'accompagner de nouvelles formes de gouvernance mondiale, en particulier celles qui répondent aux transformations sociales et technologiques de notre temps : défis de l'environnement, des migrations, de l'Internet, des pandémies, de la prolifération, du financement du terrorisme, la liste n'est pas close.

C'est ce que nous avons fait au moment de la COP21, avec ce que l'on a appelé la «méthode de Paris» ; elle a permis à la fois de rassembler le consensus de très nombreux États tout en obtenant des résultats et en associant les acteurs de la société civile. La consolidation et les suites de l'Accord de Paris constituent l'une des priorités fixées par le président de la République pour notre politique étrangère. Sur ce sujet, la responsabilité particulière de l'Union européenne dans la lutte contre le réchauffement climatique a été réaffirmée ; il nous appartient d'y contribuer à la fois à l'intérieur de l'Europe et par notre action internationale coordonnée, tout en soutenant l'engagement des travaux sur un Pacte mondial pour l'environnement.

Il faut que nous mettions en avant cette créativité multilatérale. C'est ce que nous devons faire également à propos de la gouvernance de l'espace numérique. S'agissant des formes nouvelles promues par les pays émergents ou les puissances contestatrices du monde occidental, il ne faut pas non plus avoir une position fermée : la Chine, qui s'implique maintenant davantage à l'ONU, propose aussi des cadres nouveaux de coopération qui peuvent être prometteurs, je pense à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Veillons cependant à ce qu'ils respectent les nations qui y contribuent, à commencer par l'Europe. Être capable d'user de différentes grammaires diplomatiques, c'est de cette manière que nous serons une puissance utile au monde.

C'est aussi dans cet esprit que je conduirai avec conviction l'action de la France dans le domaine des droits de l'Homme. La France agira parce que telle est sa vocation. Aucun ordre stable ne peut être fondé sur l'injustice.

*

J'ajoute un dernier point. J'ai évoqué le retour des politiques de puissance. Cette réalité nous l'éprouvons aussi - et de plus en plus - sur le terrain des idées et des représentations. Dans ce domaine également, la France a des atouts pour faire valoir un universalisme partagé qui, loin de tout projet d'hégémonie, ne se vit pas comme exclusif, mais bien au contraire comme un facteur de diversité culturelle et de promotion des échanges dans tous les domaines.

À cet égard, notre première force, c'est la langue française elle-même. Elle n'est pas seulement le ferment de notre identité, de notre culture. Elle est ce qui relie la France au monde entier, par les pays francophones comme par tous ceux qui, en apprenant notre langue, en la pratiquant - vous en êtes un bel exemple, Chers Étudiants - se rapprochent ainsi de notre pays.

Le rayonnement et l'attractivité, ce sont les deux faces d'une même ambition d'ouverture, une

ambition qui doit aujourd'hui saisir encore davantage les opportunités qu'offre la révolution numérique.

Enfin, l'universalité se mesure certes au fait d'être entendu ; mais elle se mesure aussi à la capacité à écouter. Après la COP21, le monde aura de nouveau, je l'espère, rendez-vous à Paris en 2024. Cette perspective est une occasion de faire de notre capitale un lieu de rencontre et d'échange pour les idées du monde, en organisant la discussion internationale autour des transformations contemporaines, avec le souci d'entendre la pluralité des pensées de notre temps, des pensées bien plus diverses que ce qu'un certain conformisme préjuge trop souvent.

Je suis convaincu que la France sera fidèle à sa vocation universelle, soucieuse de participer à l'élaboration d'un «universel riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers», cette universalité qu'Aimé Césaire appelait de ses vœux.

Voilà, Chers Étudiants, mon projet, la mission de ce ministère. Je suis heureux de m'être adressé à vous pour votre rentrée.

Votre génération est ouverte sur le monde comme nulle autre avant elle - pour celles et ceux d'entre vous qui en ont la chance il est vrai : il y a encore dans ce domaine bien des inégalités de conditions et d'accès.

Dans les années à venir, certains d'entre vous embrasseront la carrière de diplomate, certains rejoindront des ONG, d'autres deviendront des spécialistes des relations internationales. Ce qui vous rassemble, dans la théorie comme dans la pratique, c'est, j'en suis certain, une même volonté de comprendre les transformations à l'oeuvre dans notre monde, c'est un même désir de responsabilité et d'engagement dans notre temps.

Je souhaite que cette année d'étude soit la plus épanouissante possible ; j'espère que vous trouverez l'occasion d'y mûrir, les uns et les autres, la voie qui vous convient. Je vous remercie de votre attention./.